

# Normalisation ou repli ?

## Réflexes identitaires en France et en Allemagne

Séverine Féraud\*

» S'il n'avait pas été lancé en période électorale, le débat sur l'identité nationale française aurait-il pu être analysé objectivement comme l'illustration d'un processus d'« autovérification nationale »? Un tel questionnement identitaire marque par exemple l'évolution de la conscience historique allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Par « autovérification », on entend le questionnement de la place qu'occupe une nation avec sa communauté de valeurs et de personnes partageant ces valeurs sur la scène internationale. Le souvenir collectif d'événements historiques joue en effet un rôle primordial dans la construction de l'identité nationale. Lorsque la France fêta en grandes pompes le bicentenaire de la Révolution, ce fut le moyen de rappeler que la nation française définit son identité à travers la Révolution de

1789 en se fondant sur un ordre politique qui trouva son expression dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La célébration des 60 ans de la République fédérale d'Allemagne à l'automne 2009 fut l'occasion de réfléchir au chemin parcouru par un pays marqué par la « discontinuité historique », pour reprendre les termes de Joseph Jurt, et dont 1949 symbolisait le commencement absolu avec la fondation d'une toute nouvelle démocratie.

### Die Frage der nationalen Identität

Die Autorin vergleicht die Debatte um die nationale Identität in Frankreich und in Deutschland, wo sie unter dem Begriff „Leitkultur“ vom damaligen Fraktionsvorsitzenden der CDU, Friedrich Merz, im Oktober 2000 entfacht und schnell als rassistisch bzw. Angriff auf eine multikulturelle Gesellschaft diskreditiert wurde.

Nationale Identität ist immer auch eine Frage kollektiven Geschichtsbewusstseins. Insofern kreist die aktuelle Debatte in Frankreich um Nation und Republik, deren Werte mit der Integration von Muslimen verteidigt werden müssten, Stichwort „Burka-Verbot“; die französische öffentliche Meinung verabschiedet sich vom multikulturellen Konsens.

Anders als in Frankreich, wo die Bürger explizit gefragt wurden, „was es heute bedeutet, Franzose zu sein“, war die deutsche Bevölkerung vor zehn Jahren nicht am Diskurs beteiligt; er fand als Schlagabtausch der politischen Klasse in den Medien statt.

Eine deutsche Identität konnte erst nach der Vereinigung 1990 (wieder) entstehen; heute sind 60 Prozent der Deutschen „stolz Deutsche zu sein“; die Ernennung der Deutsch-Türkin Ygül Özkan zur niedersächsischen Sozialministerin wurde von der Presse als „dritte Vereinigung“ (nach der Integration der Flüchtlinge 1949 und dem Mauerfall 1989) gefeiert. Bleibt die Frage einer europäischen Identität.

Red.

\* Séverine Féraud, diplômée de sciences politiques, consultante et formatrice indépendante à Francfort/Main dans le domaine de la participation citoyenne et de l'éducation européenne.

La réflexion identitaire, aussi bien en France qu'en Allemagne, semble donc se produire de façon permanente, à chaque fois provoquée par la médiatisation d'événements en rapport avec l'Histoire. A la différence près que du fait de l'hypothèque de la dictature national-socialiste, l'Allemagne, contrairement à la France, a remis continuellement en question la définition de son identité non considérée comme un acquis allant de soi. Si, lors de bouleversements historiques, chaque nation se voit confrontée à la question de la définition identitaire, aucune n'a été contrainte de le faire de façon aussi systématique et répétée que l'Allemagne. Dans leurs projets d'étude du rôle de la conscience historique en tant qu'élément normatif fondamental de construction identitaire, les chercheurs Michael Weigl et Manuela Glaab du Centre de recherches en politique appliquée de Munich (CAP), décrivent le processus de formation identitaire allemand, lié à une réappropriation collective de la souveraineté du pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme une réflexion permanente sur l'être et le devenir de l'Allemagne. Cette réflexion s'exprime concrètement par exemple dans des questions stratégiques de politique extérieure ou de défense allemande. Les motifs de réflexions identitaires en France et en Allemagne semblent donc se différencier fondamentalement d'un pays à l'autre du fait de l'histoire respective de l'unification nationale, en Allemagne à construire systématiquement, et en France allant plutôt de soi.

Cependant, le débat sur l'identité nationale lancé en France en octobre 2009 par Eric Besson, le ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, rappelle une large discussion politique qui fut menée en Allemagne dix ans plus tôt, sur le thème d'une « culture de référence allemande » (*deutsche Leitkultur*). Si les deux événements diffèrent dans la forme, ils se rejoignent dans la déformation idéologique du contenu.

La question de « ce qu'est être Français aujourd'hui » fut une vaste consultation citoyenne où chacun put participer à des réunions-débats organisés dans toute la France par préfets et parlementaires et répondre à un catalogue de 200 questions sur un site internet créé à cet effet. Les

diverses contributions individuelles furent ensuite synthétisées et formulées dans des propositions politiques concrètes.

## Le débat allemand

La définition d'une « culture d'orientation allemande » fut en revanche discutée exclusivement entre politiques et médiatisée par les grands quotidiens allemands. Dans les deux cas, le débat au lieu de s'interroger sur le moyen de renforcer la cohésion, de créer une véritable communauté de citoyens, libres et responsables, donnant à chacun la chance de se réaliser et de s'épanouir, se focalisa sur les aspects de différenciation entre individus, notamment entre immigrés et « nationaux ».

En octobre 2000, Friedrich Merz, membre du parti chrétien-démocrate (CDU), et à l'époque président du groupe parlementaire CDU au *Bundestag*, reprit dans un article paru dans le quotidien *Die Welt* le concept de « culture de référence », originellement défini par le politologue Bassam Tibi. Ce dernier se consacra à la définition d'une culture de référence européenne qu'il identifia comme une communauté de valeurs et de principes démocratiques, à savoir le primat de la raison sur la révélation religieuse, la séparation de la religion et du politique, le pluralisme et la tolérance. Les membres de cette communauté partagent une identité commune qui, au lieu de rassembler des critères ethniques se base alors sur la notion de citoyenneté, telle qu'elle existe en France. Bassam Tibi avait dans ses diverses interventions loué le modèle français d'après lequel la culture de référence n'est autre que l'identité citoyenne assortie de laïcité qui permet à tout un chacun d'être partie prenante de la société. Reconnaître les principes politiques généraux de la culture de référence, c'est adopter une norme comportementale assurant l'intégration des différents membres de la société sans que la diversité culturelle soit étouffée.

Dans son intervention, Friedrich Merz déplore qu'il n'y ait pas de véritable définition « *de ce que l'on entend par culture* » et développa une argumentation sur ce que les politiques d'immigration et d'intégration des étrangers doivent être, à savoir une orientation à des principes et valeurs

reconnus largement par tous. Pour Merz le contenu d'une culture de référence doit se baser sur la Loi Fondamentale, sur les principes constitutionnels allemands qui ne sont autres que les droits fondamentaux, la séparation des pouvoirs ainsi que l'Etat de droit. Comme la constitution allemande garantit les libertés individuelles, elle autorise par ce biais la diversité culturelle. Friedrich Merz reconnaît le pluralisme social à condition qu'il repose sur le respect des droits de l'homme et l'acceptation d'un système démocratique. En cela même, il ne reprit pas des arguments traditionnels nationaux sur les spécificités allemandes, mais fut donc plutôt fidèle au concept de culture de référence défini par Bassam Tibi.

Comme le débat politique lancé par Friedrich Merz se produisit dans un contexte de flux migratoires accrus d'Europe de l'Est, et notamment d'Ex-Yougoslavie et que le gouvernement de coalition rouge-verte (SPD et *Grüne*) développait une nouvelle loi d'immigration plus favorable à l'intégration des étrangers, la notion de culture de référence fut comprise comme un rejet du modèle de société multiculturelle et un appel au primat de la culture allemande sur d'autres identités. Parce que cette dérive raviva des craintes néo-racistes conduisant au rejet d'autres cultures, la question de culture de référence fut déclarée taboue et disparut des journaux. La tentative de définition identitaire allemande menée par Friedrich Merz échoua certes, mais elle marqua le début d'une nouvelle réflexion allemande sur le sentiment de valeur nationale qui démontrait plus d'assurance que la traditionnelle dialectique de culpabilité liée à la dictature nationale-socialiste.

Il semble donc difficile de débattre du contenu de l'identité nationale sans thématiser en même temps comment un pays, un gouvernement national, se comporte avec ses immigrés, ce qu'il leur offre et ce qu'il exige d'eux en retour.

## Le débat français

Comment et pourquoi le récent débat sur l'identité nationale française conduisit-il à une stigmatisation des immigrés et étrangers accusés de menacer les principes républicains ? La consultation citoyenne sur ce qu'est être Français aurait pu

être le moyen, comme le dit Pierre Albertini, de « renouveler le pacte qui nous lie les uns aux autres » et de contribuer « à construire une société plus généreuse et plus accueillante », parce qu'elle aurait initié une réflexion sur le passé hérité et le futur à construire ensemble. Or cette consultation fut une opération électorale de la majorité UMP – le débat sur l'identité nationale fut lancé cinq mois avant les élections régionales – car elle renoua avec les thèmes défendus par Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2007 et influença de façon sous-jacente le contenu de la discussion qui s'orienta de plus en plus vers un repli identitaire. La critique de la différenciation religieuse, et notamment la peur de l'intégrisme musulman qui trouva son incarnation dans une opposition publique à la burqa, furent très rapidement au centre du débat et marquèrent un schisme entre Français

dit de souche et immigrés, notamment musulmans. Ces derniers, accusés d'être les responsables d'une désintégration potentielle de la société française en plusieurs sous-groupes distincts les uns des autres du fait de leur non-respect des va-



leurs laïques françaises, furent identifiés comme une menace potentielle pour la Nation et la République. Le lancement d'une réflexion sur l'identité nationale a pu aboutir à une remise en cause du modèle républicain assimilationniste qui semble avoir peine à intégrer des populations immigrées, car la position de l'opinion publique sur la question de l'immigration a changé. Celle-ci, autrefois si tolérante, est aujourd'hui animée de réflexes conservateurs dont le chef de l'Etat peut tirer profit sans plus même être taxé de dérives lepénistes.

Cette évolution, analysée par Vincent Tiberj dans son essai paru en 2008 sous le titre *La crispation*

*pation hexagonale* explique dans un premier temps les raisons de la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007, élection au cours de laquelle les opinions xénophobes et autoritaires, ainsi que l'attitude à l'égard de l'Islam et de la diversité ont joué un rôle primordial.

Dans un climat de forte insécurité, l'opinion publique s'éloigne de plus en plus du consensus multiculturel français, le mythe national et les valeurs du « black, blanc, beur », pour aboutir à un rejet d'un autre différent dans un contexte de craintes du communautarisme et de l'islamisation de la société française, et de peurs pour les valeurs fondatrices de la République. Pour Vincent Tiberj le processus continu d'intégration n'a pas conduit en France à l'ouverture de la construction identitaire. Du fait des tendances néoconservatrices qui se développent dans le pays, les différences se creusent entre une France « fermée » et une France « ouverte », influençant l'évolution future du paysage politique français. Dans un contexte marqué par de fortes préoccupations économiques et sociales où l'individu est fragilisé, Nicolas Sarkozy peut facilement faire passer le message politique d'un nécessaire retour à des références et identifications nationales. Il justifie le débat sur l'identité nationale en le comparant à la recherche d'un sentiment d'appartenance de la société, qui, en perte de repères parce que soumise à une mondialisation accrue, peut trouver ainsi le moyen de (re-)gagner stabilité et intégration.

### « L'Allemagne, c'est toi »

Au nouveau tournant pris aujourd'hui par la question identitaire en France correspond singulièrement une normalisation de la réflexion sur l'identité nationale en Allemagne. Michael Weigl du CAP de Munich constate même un contraste par rapport aux années 90, alors que les aspects de réunification interne et autres dérapages racistes et nationalistes d'extrême-droite étaient systématiquement commentés par les grands quotidiens allemands et notamment l'hebdomadaire *Die Zeit*. La construction d'une identité collective allemande ne put en effet commencer qu'avec la réunification en 1990 de deux états à l'histoire distincte. Pendant plus de 40 ans, ces deux états furent l'in-

carnation des contrastes idéologiques entre le monde démocratique de l'ouest et le bloc socialiste à l'est. En conséquence, il ne put se produire qu'une construction d'identités collectives différentes en République fédérale et en République démocratique, le rapport avec l'histoire nationale reposant sur des bases différentes. Les expériences vécues à l'est et à l'ouest, les critères d'appartenance nationale distincts, de même que les diver-



ses déceptions nées après la réunification – sentiment d'incompréhension des Allemands de l'Ouest eu égard aux nombreux efforts financiers concédés afin d'intégrer les nouveaux *Länder*, chômage et pauvreté subits par les Allemands de l'Est – rendirent certes difficile le processus d'harmonisation politique et sociale lancé après la réunification. On constate cependant, à dater de la réunification allemande, l'émergence et le développement d'une conscience politique nationale nouvelle qui se transmet lentement à toute la société et aux médias. Une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques, sans pour autant nier l'histoire du passé nazi, a moins d'appréhension à définir des intérêts nationaux clairement identifiables, par exemple sur le plan de la politique extérieure. Alors que les premières années qui ont suivi la réunification allemande étaient encore marquées par l'alignement sur la politique extérieure américaine, une nouvelle conscience allemande apparaît lors de la prise de position à l'encontre d'une guerre en Irak. De même le souhait plusieurs fois réitéré de l'Allemagne de posséder un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU souligna une présence politique

affirmée sur la scène internationale. De ce fait et grâce aussi à la symbolique nouvelle apportée par Berlin, devenue capitale du pays, l'élite politique réussit à mettre en place les fondements nécessaires à la construction d'une identification allemande commune. La déclaration de politique gouvernementale et les nombreuses allocutions de Gerhard Schröder puis de Angela Merkel, ou encore de Horst Köhler, illustrèrent un lien émotionnel et ouvert du politique avec la République fédérale sans pour autant négliger l'ouverture politique nécessaire envers les autres états. Avec son slogan « L'Allemagne, c'est toi » (*Du bist Deutschland*) en amont de la Coupe du monde de football de 2006 qui se déroula en Allemagne, la campagne médiatique du même nom permit à la société allemande de développer une nouvelle image d'elle-même. La construction d'un sentiment collectif fort d'appartenance commune, le sentiment du « nous » d'identification se produisit par l'intermédiaire des médias et notamment du sport. Cette nouvelle forme de patriotisme n'était certes pas nouvelle en soi – l'Allemagne avait déjà connu l'émergence du « nous » lors de l'intronisation papale du cardinal Ratzinger (« *Nous sommes Pape* », titra le quotidien à grand tirage *Bild-Zeitung*) – mais c'était la première fois qu'elle gagnait l'ensemble du paysage politique.

60 ans après la création de la République fédérale, les Allemands éprouvent à nouveau un sentiment de fierté pour leur nation. D'après l'enquête psychologique de l'Institut *Rheingold* menée de 2007 à 2009 auprès du même groupe cible, 60 % des personnes interrogées disent d'elles-mêmes : « *Je suis fier (fière) d'être Allemand(e)* ». La prestation de serment, le 27 avril 2010, de la nouvelle ministre des Affaires sociales du *Land* de Basse-Saxe, Aygül Özkan, d'origine turque, est com-

mentée par le journaliste Heribert Prantl dans le quotidien de Munich *Süddeutsche Zeitung* comme une « *troisième unification* » marquée par l'ébranlement d'un mur séparant jusque là population immigrée et Allemands. La « première unification » eut lieu en 1949 avec l'intégration des réfugiés et des personnes déplacées après la Seconde Guerre mondiale. La chute du mur de Berlin en 1989 marqua le début de la « deuxième unification ». La nomination d'autres Özkans à des fonctions politiques majeures peut être le moyen de briser la ligne des affrontements politiques traditionnels. A condition, comme le souligne Heribert Prantl, que ce symbole politique soit suivi de changements dynamiques au sein de la société. D'après lui, il n'en reste pas moins que la population immigrée s'est enfin établie au sein de la société allemande.

### Perspective européenne

La comparaison des réflexions menées sur l'identité nationale en France et en Allemagne doit s'inscrire dans une perspective européenne. Parce que la normalisation identitaire nationale en Allemagne d'un côté, et le repli identitaire et la fermeture des valeurs républicaines en France d'un autre côté, vont influencer le contenu de la coopération politique des deux pays. Quelles conséquences vont alors avoir ces évolutions identitaires divergentes sur, par exemple, le principe de solidarité européenne dont l'illustration la plus pragmatique en ce moment réside dans l'aide apportée à la Grèce par les pays membres de l'Union européenne afin d'éviter par tous les moyens la faillite du pays ? Plus généralement, quel rôle vont jouer ces nouvelles réflexions identitaires dans le développement futur de l'identité européenne ?

#### Pour en savoir plus

- Sur l'identité nationale en France : [www.identitenationale.fr](http://www.identitenationale.fr)
- Vincent Tiberj, *La crispation hexagonale*, Plon, Paris 2008.
- Sur l'identité nationale en Allemagne : Projets de recherche du CAP sur conscience historique et construction identitaire : <http://www.cap-lmu.de/projekte/fgd/geschichtsbewusstsein.php>
- Interview du politologue Bassam Tibi, 23 novembre 2004, *Spiegel Online* : <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,329233,00.html>